Apostrophe 45, 19 juin 2014

« Nous ne sommes pas du tout laxistes »

jeu, 19/06/2014 - 22:46 | Anthony Gautier
Justice

Image:

[1]

RÉFORME. La commission des lois du Sénat aurait-elle *«doublé par la gauche»* la réforme pénale portée par la Garde des Sceaux, Christiane Taubira, comme l'affirme nos confrères du *Figaro* ? Une assertion, pour ne pas dire une condamnation, qui trouve des arguments dans les amendements qualifiées de *« maximalistes »* par *Le Figaro* qui s'émeut, notamment, du fait que la contrainte pénale devienne une peine à part entière, autonome, infligée aux délits qui ne concernent pas les atteintes aux personnes. Jean-Pierre Sueur, président socialiste de la commission des lois, dément catégoriquement toute volonté d'introduire du *« laxisme »* dans le texte de loi et, réaffirme, à l'inverse, le souci de mettre en place une justice efficace.

« Ce que nous voulons simplement c'est que la prison soit utilisée pour protéger, sanctionner et préparer la réinsertion »

apostrophe45. La commission des lois vient d'amender la réforme pénale de Christiane Taubira. *Le Figaro* juge que les sénateurs sont allés trop loin pour éviter les peines de prison aux délinquants et leur trouver des sanctions supplétives. Qu'en pensez-vous ?
Jean-Pierre Sueur. L'article du *Figaro* est un article à charge qui dit le contraire de ce que nous faisons. Nous ne sommes pas contre les prisons, nous en construisons, il y aura plus de places de prison après Taubira qu'avant. Ce que nous voulons simplement c'est que la prison soit utilisée pour protéger, sanctionner et préparer la réinsertion. Il faut pas que « peine » soit assimilée à « prison ». La contrainte pénale est une peine qui existe dans de très nombreux pays et nous voulons la développer. Nous ne sommes pas du tout laxistes. On veut que chaque crime et chaque délit donnent lieu à une sanction. Donc, qu'il n'y ait aucune impunité. On nous fait dire le contraire pour des raisons purement politiciennes pour frapper l'opinion publique.

apostrophe45. Les amendements que vous avez pris vont plus loin que le texte de loi dans le rejet de la prison comme peine principale et centrale, non ?
Jean-Pierre Sueur. Premièrement, nous sommes fidèles à l'esprit du texte. Et l'esprit du texte, c'est lutter contre l'impunité. Aujourd'hui, en France, vous avez 100.000 peines de prison qui sont décidées par des tribunaux et qui ne sont pas exécutées. Autrement dit, les mesures qui ont été prises par Nicolas Sarkozy et ses gouvernements se traduisent par une grande inefficacité. Il y a trop de peines qui sont inexécutées. Ce que nous voulons, c'est que les peines soient exécutées.

Phoca PDF